

# Raison du régime et raison d'Etat

PAR GHASSAN SALAME\* Libération (6.1.91)

**A**llahakbar. Allah est plus grand, tel est l'emblème que Saddam Hussein va placer sur le drapeau de l'Irak. Les Saoudiens avaient déjà inscrit la *shihada* (il n'y a de Dieu qu'Allah, et Mohammed est son prophète) sur le leur. Les Arabes viennent ainsi rappeler au monde qu'un drapeau, ça sert d'abord à aligner des troupes sur un champ de bataille, et non, comme le pense l'Américain moyen, à indiquer une station d'essence sur une autoroute. Il ne faut pas se tromper sur la fonction du religieux dans ce drame. Il ne motive pas les Irakiens et encore moins leurs ennemis. Cette crise n'a ni La Mecque pour objectif, ni l'Islam pour terrain. La référence religieuse indique d'abord le voisinage de la mort. En terre d'Islam, comme un peu partout dans le monde d'ailleurs, on se rapproche de Dieu en cas de danger; et on se réfère à lui lorsque l'on entend le tocsin. Tout le monde est sensible au pari pascalien. Saddam aussi.

Et puis, même si le discours religieux est celui auquel les Occidentaux sont les plus sensibles, l'Islam est loin d'être la seule corde dans l'arc de mobilisation saddamien. Le maître de Bagdad est patriote irakien, nationaliste arabe, musulman fervent, tiers-mondiste convaincu. Tous les registres sont employés jusqu'à saturation pour toucher plus large, à défaut de cibler plus précis. Mais l'essentiel n'est guère dans ces discours de propagande, ni dans ces incantations pathétiques. Il est dans la nature du pouvoir. Le discours n'est que vent, c'est la réalité de la décision qui compte. On a assez glissé sur la politique arabe comme un incessant combat de chefs, et on s'est trompé. Les dirigeants arabes sont des dictateurs, des rois autoritaires ou des présidents tout puissants. Sans doute. Mais il s'agit plus que de simples individus arrivés là où ils sont parce qu'ils sont bien nés ou à force d'aligner les cadavres de leurs rivaux. Il s'agit de clans, de familles, de tribus, de leurs collatéraux et leurs partenaires en affaires de toute sorte, et de leurs clients dans la société civile. Autour des chefs, il y a des services modernes qui marchent, des gens promus parce qu'ils sont efficaces et pas seulement parce qu'ils sont neveux ou cousins. Il y a des machines de guerre modernes, avec des artilleurs qui savent leurs règles de calcul sur le bout des doigts et des hommes qui croient combattre pour des patries. Réduire tout ce tissu complexe d'adjoints, de clients, d'admirateurs, d'hommes d'appareil, de nationalistes fervents à une simple coterie de chef, c'est se tromper de diagnostic. La Bagdad de Saddam n'est pas la cour abbasside, la Damas d'Assad n'est pas le sérail des Umayyades. Les Arabes ont changé, les Arabes changent, n'en déplaise à cette alliance sacrée d'islamistes fanatiques et d'islamologues unidimensionnels qui répètent *ad absurdum* leurs vérités simplistes sur «la mentalité arabe».

Mais ce changement, réel, profond, multiforme, ne va pas jusqu'à établir une véritable raison d'Etat. Les Etats sont là d'abord comme faire valoir des régimes qui les gouvernent. D'un pays à l'autre, d'une couche sociale à l'autre, d'une région à l'autre, d'une confession religieuse à l'autre, l'Etat moderne avec son drapeau, son hymne national, son musée central est plus ou moins pertinent. L'Etat signifie différentes choses à différentes personnes. Les appareils d'Etat tentent désespérément de faire des Etats-nations présents la référence ultime — voire exclusive — de la loyauté des citoyens. Force est de constater que leur mission, manuels scolaires, discours lénifiants et télévisions nationales à l'appui, est loin d'avoir réussi. Ni d'humeur de chef, ni raison d'Etat, quelle est donc l'essence du politique arabe? Il faudrait aller plutôt la chercher dans les raisons du régime et non dans de bien abstraits intérêts nationaux, dans la caisse noire des régimes et non dans les budgets nationaux, dans les armées prétoriciennes des régimes et non dans les armées régulières des Etats, dans le réseau d'intérêts et de solidarités qui «tient» les pays et, par conséquent, ni dans «l'Etat», ni dans le chef-individu qui en est la figure emblématique.

Dans cette logique, la guerre de l'Irak contre l'Iran a été un succès en ce qu'elle a réussi à protéger le régime contre les coups de boutoir de la révolution khomeiniste. Ce n'était ni la guerre personnelle de Saddam contre le vieil ayatollah pour je ne sais quelle inimitié personnelle, ni la guerre de

«l'Irak» contre «l'Iran». C'était une guerre écran pour protéger l'Irak de son voisin en évolution, une guerre typique entre deux régimes. Peu importe si, ayant sauvé sa peau, le régime irakien se laissait à la fin délester d'intérêts dits nationaux sur le Chatt al-Arab. Cet estuaire n'était qu'un confluent de prétextes legalistes. Une fois le régime sauvé, on pouvait le sacrifier sans peine, il avait servi.

C'est parce que son régime «tient» que Saddam Hussein peut se permettre cette approche faite de fatalisme et de roublerie, déroutante aussi bien pour les «amis des Arabes» (espèce en voie de disparition) que pour le très *waspish* James Baker. Car l'essentiel est de sauver le régime, aune à laquelle tout est pesé. Si cela pouvait être atteint par la ruse, c'est bien, s'il fallait la guerre, tant pis. Mais il faudra que cette guerre n'aboutisse pas à la chute du régime. Il y a ainsi eu des thuriféraires du nassérisme qui ont considéré que l'énorme défaite arabe de 1967 n'était en réalité qu'un demi-échec, puisque le régime nassérien tenait encore au soir du 9 juin. L'idée est en effet profonde que les régimes combattent, survivent ou disparaissent, et que les pays les voient faire avec plus ou moins d'adhésion. La guerre est l'affaire du régime, le sort du régime est celle du pays. Le problème de Bush, c'est que sur l'affaire du Koweït, le régime a pu obtenir

une adhésion assez large des Irakiens. Et, pour la renforcer, celle d'une partie non négligeable d'Arabes et de musulmans. En envahissant le Koweït, Saddam a réouvert une question d'autant plus populaire qu'elle est antérieure à l'établissement de son propre régime. Elle est par conséquent plus « nationale » que d'autres, puisqu'elle est utilisable par des régimes successifs. L'invasion du Koweït est donc plus acceptable pour les Irakiens que celle de l'Iran. Contre l'Iran, le régime se battait pour se défendre; contre le Koweït, il affirmait son irakité.

Les menaces contre Israël sont, elles, le pain quotidien de tout dirigeant arabe en mal de batailles. Non que Saddam ne soit pas sincère dans sa volonté d'en découdre. Comme l'immense majorité des Arabes, il a de la peine à accepter un Israël si puissant et des Palestiniens aussi malheureux. Mais la Palestine est aussi devenue un argument légitimatoire pour régimes en danger. Bientôt, il faudra bien se poser la question de savoir pourquoi Israël laisse ainsi à l'air libre cet argument multiusage. L'Etat hébreu ne veut pas faire le nécessaire pour désamorcer ce recours épisodique à la réarabisation de la cause palestinienne, et ce en acceptant l'évidence: un Etat palestinien indépendant, susceptible d'informer tous les potentats en mal de cause que le peuple palestinien n'a plus besoin de leurs services encombrants. Mais peut-être qu'en Israël on préfère encore la guerre avec les Arabes à la paix avec les Palestiniens.

***Et si la politique arabe était d'abord marquée par le sacrifice arbitraire des raisons d'Etat ?***

~~~~~  
Reste à clore le chapitre koweïtien. Il a commencé avec une histoire de gros sous. C'est un racket qui a mal tourné quand la victime, mal inspirée, a cessé de s'exécuter. Le vilain a été attrapé la main dans le sac, et depuis c'est la fuite en avant vers l'annexion, les outrages et la confrontation avec l'Occident. On peut plaindre les pauvres Koweïtiens pour leur sort immérité. Mais la crise aura clairement montré que les riches ne sont pas plus aimés là-bas qu'ailleurs, surtout lorsqu'ils sont des Harpagon. Les dirigeants du Golfe tiraient de leur sous-sol des ressources infinies de pétrole et d'arrogance. Il n'est guère sûr que Bush les encourage à être plus généreux, ni que leurs malheurs soient une leçon de modestie. Pour que cela se fasse, il faudrait qu'eux aussi commencent à faire prévaloir les raisons d'Etat sur les calculs de régime. Mais on en est loin, et Saddam, dans sa chute, pourrait bien réussir à entraîner ceux qui l'ont combattu, plutôt que ceux qui ont été ses complices.

\* Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP.